

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.7/L.44
18 février 1957

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. MOUSSA ISSIFOU KONA CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LOME, le 8 novembre 1956

Moussa Issifou KONA
Sous-Chef du quartier Zongo,
Conseiller municipal à Lomé

A Monsieur le Secrétaire général de l'O.N.U. New-York

Monsieur le Sous-Secrétaire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la résolution N° T/PET.7/476 en date du 31 juillet 1956 adoptée par le Conseil de Tutelle à sa 736ème séance.

Il est généralement difficile de connaître la vérité lorsque l'Autorité administrante, en tant que juge et partie, et membre du Conseil de Tutelle, prend position en l'absence du plaignant dans une contestation où son honneur se trouve en jeu. C'est pourquoi, sans sous-estimer la bonne foi et l'esprit d'équité des 7 membres du Conseil qui ont adopté la résolution me déboutant de ma plainte, je m'adresse de nouveau à mes juges d'Outre-Atlantique espérant que ma plainte sera étudiée de nouveau de façon à me donner des raisons d'espérer.

1° Le représentant spécial de l'Autorité administrante a fait savoir au Conseil que je n'ai jamais été sollicité par l'administration d'apposer ma signature sur un document quelconque ni de démissionner de mon parti. Faisant confiance à la maturité politique des membres du Conseil de Tutelle, je les prie de considérer qu'il est impossible qu'un administré sous tutelle calomnie sa Puissance tutrice et qu'aucun colonialiste français ne commettra jamais l'imprudence de fournir à un nationaliste comme moi des moyens de prouver qu'on l'a obligé à démissionner de son Parti.

Les pertes que l'Administration locale de Lomé m'a fait subir étant trop ruineuses et inhumaines pour moi, je prie mes juges de demander au représentant de

l'Autorité administrante pourquoi la demande de la levée du régime de tutelle et de l'intégration du Togo Oriental dans la République Française vient d'être formulée, non par le C.U.T., la JUVENTO et le M.P.T., mais par le Parti administratif (P.T.P.).

Pour illustrer mon argumentation concernant mon appartenance politique, vraie source de mon malheur, je vous envoie une copie de ma lettre en date du 17 mars 1955 adressée à Monsieur TOUROT, Administrateur-Maire de la Ville de Lomé. Une enquête du Conseil de Tutelle lui fera savoir que ce même Monsieur TOUROT, avait tenté d'obliger le vénérable Augustino de SOUZA, Président Général du C.U.T. à démissionner de son parti pour ne pas s'exposer à des ennuis pouvant résulter de sa prise de position contre le programme politique du parti administratif (P.T.P.).

Pour saper mon influence de sous-chef de quartier et de conseiller municipal, l'Administration locale s'est arrangée avec quelques traitres qui ont osé faire établir que je ne suis pas né à Lomé et que par conséquent je ne devrais pas être électeur ou élu du pays : Or :

a) pour le référendum que la France vient d'imposer aux populations togolaises, l'Autorité Administrante a trouvé normal qu'on écrivit sur les listes électorales des pêcheurs nomades venus de la Gold-Coast, pêcheurs dont la plupart regagnent leur pays d'origine avant un an de séjour sur le littoral togolais. Je suis prêt à fournir des preuves irréfutables.

b) Le 21 mars 1956, ma mère indignée avait dû écrire à Monsieur le Maire de la ville de Lomé une lettre dont je vous communique une copie (voir la pièce n°2).

2° Le quartier Zongo de Lomé se trouve en plein centre de la ville. Plusieurs habitants de ce quartier, comme moi, ont essayé de l'embellir en y construisant des maisons modernes en dur. Quand je construisais ma maison de onze pièces qu'on a démolie sans me payer des indemnités, il y avait un service d'urbanisme. Le Chef de ce service aurait pu, un plan en main, me faire savoir que l'emplacement était destiné à un usage public et que j'avais intérêt à ne pas entreprendre une telle construction. En vérité, la démolition de ma maison et le refus de me dédommager ne sauraient trouver leur justification que dans le désir de me nuire pour raisons politiques. Les murs abattus, les briques avaient été ramassées par le Service de la Voierie. J'ai dû perdre deux millions de francs environ et voir la misère s'installer chez moi.

3° Parmi les allégations du représentant spécial qui m'ont indigné le plus, il y a la question de mes deux camions dont on m'a dépossédé pour paralyser mes activités économiques pour raison politique non avouée. Le représentant spécial a voulu me représenter comme un éleveur de larves d'anophèles dans deux camions en très mauvais état encombrant la voie publique. En vérité, mes deux véhicules, qui ne gênaient nullement le passage d'autres véhicules, étaient parfaitement utilisables. La preuve, c'est que je détiens deux quittances par duplicata attestant que j'ai eu à payer des patentes après que les deux camions ont été injustement mis en fourrière.

Si la majorité des Togolais sont aujourd'hui mécontents comme des antifrançais ou des ingrats, c'est parce que certains représentants de la France ne se conduisent pas de façon à prouver qu'ils sont les apôtres d'une grande nation à laquelle les Togolais peuvent faire entière confiance.

Je vous conjure donc d'intervenir une fois de plus afin qu'il soit établi que je suis poursuivi de haine à cause de mon refus de démissionner de mon parti.

Cette vérité une fois admise, je crois que la meilleure solution à mon problème se trouvera tout seul et que le représentant français à l'O.N.U. interviendra afin que justice me soit faite.

(Signé) Moussa I. KONA

/...

LOME, 17 Mars 1955

MM. Moussa KONA
El-Hadj OUMAR
Malam YARO
Zongo-LOME

à Monsieur l'Administrateur-Maire de Lomé

Monsieur l'Administrateur,

Nous Moussa KONA, conseiller municipal, El-Hadj OUMAR, Malam YARO, soussignés avons l'honneur de vous faire ici la réponse à la question de changement de parti politique pour lequel vous nous avez fait appeler d'abord à votre bureau à la date du 11 Mars dernier puis au domicile du commis d'Administration PARAIZO Basile régisseur de la prison civile de Lomé où vous aviez pris la peine de vous rendre vous-même en compagnie de Madame TOUROT votre épouse - le mercredi 16 Mars 1955.

A l'entretien que vous avez eu avec nous dans votre bureau, nous vous avons demandé de nous laisser aller étudier la question et revenir vous répondre. Nous ne pensions pas que c'était si pressé, mais nous ne nous dissimulions cependant pas la gravité de la situation, puisque vous ne nous aviez pas caché que toutes les difficultés que nous subissons de la part de l'Administration pour destruction de nos bâtiments et nos affaires, nous les avons voulu par notre obstination dans le parti fétichiste C.U.T. Nous ne sommes pas au Zongo les 3 seulement à former le groupe pour étudier la situation, quand votre visite d'hier au Zongo pour avoir notre réponse - nous a surpris.

Monsieur l'Administrateur-Maire, au cours de nos conversations avec nos amis, la difficulté à laquelle nous nous heurtons est celle que nous ne pouvons rien produire à nos membres pour leur prouver que notre message vient réellement de vous. Nous vous serions donc respectueusement reconnaissants si vous pouviez nous donner au moins un petit écrit qui les convaincra et nous permettra de vous apporter dans les meilleurs délais la réponse de l'Administration comme vous nous l'avez laissé entendre hier.

Nous vous prions de croire, Monsieur l'Administrateur-Maire, à l'expression de nos sentiments respectueux et très dévoués.

Moussa KONA

El-Hadj OUMAR

Malam YARO

.....

.....

.....

P. C. C. C.

(signé) illisible

/...

LOME, le 21 Mars 1956

DEDE Adokou, Revendeuse chez son fils Issifou Moussa KONA (dit) L O M E

A Monsieur l'Administrateur-Maire de la Ville de Lomé,

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur de vous écrire cette lettre, sûre que le Dieu de la vérité vous bénira si vous la prenez en considération.

J'apprends qu'on écrit des choses fausses au sujet du lieu de naissance de mon fils Issifou Moussa KONA.

Il paraît qu'on a écrit que mon fils n'est pas né à Lomé, qu'il est né en dehors du TOGO.

Pour que cette histoire soit vraie, il faut que la mère de Issifou Moussa KONA ait passé l'une des frontières du Togoland allemand avant l'accouchement.

Moi, je m'appelle Dédé. Je suis issue de la famille Adokou D'Agbodréafo (Porto-Ségué). Vous pouvez faire une enquête. Je vous fais savoir que Issifou Moussa KONA n'a pas d'autre mère naturelle que moi.

Moi, je ne sais pas lire ni écrire. Mais je vous fais savoir que je serais contente de rencontrer devant un tribunal des personnes qui auraient déclaré que mon fils Moussa Kona était né en dehors du Togo.

Mon fils m'a raconté beaucoup d'histoire. Il m'a fait comprendre que l'Autorité Administrative lui en veut parce qu'il n'est pas un membre du Parti Togolais du Progrès.

Je sais qu'un jour, le Commissaire de Police Pauc s'était permis d'aller chercher chez mon fils Moussa Kona les deux camions en état qu'il avait achetés pour gagner sa vie comme les autres entrepreneurs de transport du pays. Je sais que l'Administration locale a confisqué les deux camions jusqu'à présent pour que mon fils soit malheureux.

A Lomé, il y a des propriétaires de voitures ou de camions qui garent leur véhicule sur le bord de la rue sans gêner la circulation, en attendant qu'ils aient un garage.

Si un Togolais né en 1913 en dehors du Togo ne pourrait pas voter à Lomé, pourquoi les Blancs nés en Europe, ne sont pas des Togolais sont admis à voter chez nous ? Moi, je ne tiens pas à ce que mon fils Moussa Kona soit électeur coûte que coûte au Togo français. Ce que je veux, c'est qu'on rectifie l'erreur inadmissible commise à l'égard de mon fils et moi-même.

/...

Je vous demande d'intervenir afin qu'il soit établi que mon fils Moussa Kona est né à Lomé et que je suis sa mère. Si vous le jugez bon, et faisable, intervenez en même temps pour que l'affaire des deux camions soit réglée.

Merci d'avance, Monsieur le Maire.

Dédé Adokou, mère de Moussa Kona

P.C.C.C.

(signé) illisible.
